

Texte d'appel :

Oui ! Un autre Montpellier est possible !

Même si tout ne peut pas être réglé à l'échelle de la ville, la mairie et la métropole disposent de leviers d'action. Ce sont des choix politiques.

Il y a urgence tant sur le plan social que climatique. Agissons ! Les marches pour le Climat, la mobilisation des « Gilets Jaunes » et toutes les mobilisations pour la justice sociale, la démocratie réelle, nous montrent le chemin.

L'équipe de Saurel privilégie les grands projets inutiles, gaspillant l'argent public comme le projet de Stade-Palais des sports ou la gare de la Mogère.

Montpellier est gérée comme une marchandise, livrée aux spéculateurs de l'immobilier. Nos quartiers sont traités comme de la chair à béton. Lien social et préservation des espaces verts pèsent peu face aux bétonneuses, comme en témoignent la Friche à Mimi à Figuerolles ou le quartier Las Rébès.

Toutes ces dépenses se font au détriment de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités. Les choix utiles sont délaissés : la rénovation et la construction d'écoles, de crèches, de lieux de vie agréables et abordables pour nos anciens, du mieux vivre pour les personnes handicapées, de la sécurisation, de l'aménagement pour les piétons et les vélos, de la construction d'équipements sportifs de proximité, d'hébergements et de logements sociaux, d'un développement des transports publics tendant vers la gratuité.

Les dégâts écologiques et humains sont considérables. Disons stop à la marchandisation de la ville et oeuvrons collectivement et démocratiquement pour une VILLE EN COMMUN.

La ville que nous voulons

Nous voulons une ville où l'accueil et l'hospitalité sont la règle. Une ville sans discriminations, ni ségrégations urbaines.

Une ville résolument engagée dans la transition écologique.

Nous voulons une ville où les droits fondamentaux sont respectés.

Une ville où chacun bénéficie d'un logement décent, sans expulsion, une ville où la malnutrition n'a pas sa place, où la précarité énergétique n'existe pas, où l'accès à l'énergie est un droit, où chacun-e peut disposer gratuitement de la quantité d'eau nécessaire à sa santé, à son hygiène, où tous ont accès à la mobilité.

Une ville où le droit à l'éducation et à la santé est respecté, garanti pour toutes et tous ; où la culture est accessible à tous, comme un droit fondamental. Avec un taux de pauvreté de 28 %, la lutte pour l'emploi et contre la pauvreté sera notre priorité. Ainsi mettons en débat comme mesures immédiates : le développement d'un réseau de centres de santé municipaux gratuits, des repas 100 % produits locaux, gratuits, et, à terme, entièrement bio, pour tous les élèves dans les cantines scolaires, ainsi que les premiers m^3 d'eau et les premiers kWh gratuits.

Nous voulons prendre le contrôle démocratique de nos biens communs : l'eau et son assainissement, la gestion des déchets, l'énergie, les transports publics, l'espace urbain. Nous voulons assurer la présence des services publics partout en particulier dans les quartiers populaires. Mettons-en place une nouvelle planification urbaine contre la spéculation immobilière, faisant de l'espace urbain et des terres agraires des Communs au service de l'intérêt général.

Nous voulons que Montpellier soit une ville qui prépare un avenir partagé. Nos institutions aideront à la création d'emplois durables. Les règles des marchés publics devront impérativement intégrer des critères de transparence, de justice sociale et environnementale. Notre ville peut et doit promouvoir un urbanisme ainsi que des politiques énergétiques et de mobilité répondant à la fois aux besoins sociaux et à l'urgence climatique.

Nous voulons des élu.e.s qui tiennent leurs engagements. Une municipalité qui ne cède pas face aux lobbys de l'argent, des multinationales, de l'immobilier. La transparence des institutions, le respect de la laïcité, le non cumul et la limitation du nombre de mandats dans le temps doivent être la règle. Les indemnités des élu.e.s seront plafonnées. Nous mettrons en place le référendum d'initiative citoyenne donnant aux habitant.e.s un véritable pouvoir de décision et de proposition.

Nous voulons instaurer à Montpellier et dans sa métropole une véritable démocratie où les représentant.e.s gouvernent avec les citoyen.ne.s, en lien étroit avec les associations. Une démocratie décentralisée dans les quartiers redéfinis et plus nombreux de Montpellier, ainsi que dans les villes et les villages de la métropole. Une démocratie avec des contrôles sociaux et écologiques sur les budgets. Une démocratie où à mi-mandat une votation « stop ou encore » permettra de faire un bilan d'étape des politiques menées et d'en tirer les conséquences.

Notre démarche

Pour construire la ville que nous voulons, nous ne pouvons nous résoudre à un éparpillement des forces sociales et écologiques à Montpellier.

L'objectif est de permettre la confluence entre les militant.e.s associatif.ve.s, écologistes, syndicaux, politiques et tou.te.s celles et ceux qui aspirent à des mesures de justice sociale et de transition écologique.

Imaginons autre chose qu'une addition de sigles ou qu'une liste d'un parti qui se dirait « ouverte » aux mouvements citoyens. De trop nombreuses expériences montrent que ces démarches créent de la division au lieu de rassembler les forces disponibles pour porter une alternative.

Nous proposons une dynamique véritablement collective dans laquelle toutes les forces ont leur place. Il est crucial d'adopter un mode de fonctionnement qui rompe avec les tractations entre partis. Notre démarche sera construite lors d'une Assemblée réunissant toutes celles et de ceux qui se reconnaissent dans cet appel.

Au vu des défis à relever pour résoudre la crise sociale, démocratique, écologique que nous vivons, nous devons prendre des initiatives créatives qui rassemblent.

Si nous pouvons imaginer une autre ville alors nous aurons le pouvoir de la transformer. A nous toutes et tous de montrer qu'une autre ville, une autre métropole est possible

Construire vraiment une liste de confluence

Un outil : le scrutin à jugement majoritaire

Nous proposons une dynamique véritablement collective dans laquelle toutes les forces ont leur place. Il est crucial d'adopter un mode de fonctionnement qui rompe avec les tractations entre partis. Notre démarche sera construite lors d'une Assemblée réunissant toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cet appel.

Sortons des vieilles pratiques. Pourquoi pas dans cette Assemblée prendre collectivement nos décisions en recourant au système du vote à jugement majoritaire, dans lequel chaque participant.e.s évalue l'ensemble des propositions ou des personnes candidates. Cela pourrait permettre d'obtenir des résultats plus consensuels car le scrutin pourrait mieux refléter les opinions du groupe. Ce mode de désignation pourrait être testé à l'occasion de la désignation des porte-paroles du collectif.